
Introduction de la problématique

La chute de l'URSS s'accompagne d'une crise démographique se traduisant par le décroissement durable de la population dans les ex-pays de l'Union soviétique. Cette crise démographique coïncide avec certaines mutations du comportement familial et de la structure des ménages. La crise démographique apparaît alors dans les discours politiques comme une crise de la famille. C'est dans ce contexte socio-démographique qu'émerge en Russie une nouvelle politique familiale visant à influencer en profondeur les dynamiques et représentations de la famille.

0. Objectif général

L'objectif général de ce travail est de contribuer à la connaissance du changement social en Russie post-soviétique en abordant les dynamiques de la famille à travers l'analyse des politiques familiales introduites dans les années 2000. Ces politiques familiales répondent à un objectif ambitieux : résoudre la crise démographique que traverse le pays après la chute de l'URSS. La crise démographique étant présentée dans les discours politiques comme une crise de la famille, ces politiques prennent le parti de promouvoir un certain modèle familial qualifié explicitement de « traditionnel ». Outre la question de la réussite de ces politiques, se pose la question de ces effets.

1. Le déclin de la population après la dissolution de l'URSS

Après la dissolution de l'URSS, les pays issus de la décomposition du bloc soviétique connaissent de profonds changements politiques, économiques et sociaux. La plupart des ex-

pays soviétiques traversent une crise démographique qui se manifeste par une natalité basse, une mortalité élevée, un solde naturel négatif et un décroissement durable de la population (voir Zakharov & Ivanova 1996, Chesnais 1997, Blum & Lefèvre 2006, Vichnevski 2009, Blum 2010, Eberstadt 2010, Lefèvre 2015). Alors que la population sur l'ensemble du territoire de l'ex-URSS augmente entre 1980 et 1990, cette tendance s'inverse entre 1990 et 2000 dans tous les Pays Baltes, ainsi que dans 7 pays de la CEI (Arménie, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Moldavie, Russie et Ukraine) :

(2)

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE L'EX-URSS ENTRE 1980 ET 2000, EN MILLIERS

	1980	1990	2000	Taux de croissance entre 1990 et 2000, en %
Pays Baltes				
Estonie	1472	1571	1401	- 10,8
Lettonie	2509	2668	2382	- 10,7
Lituanie	3404	3694	3512	- 4,9
CEI				
Arménie	3081	3515	3221	- 8,3
Azerbaïdjan	6114	7131	8032	12,6
Biélorussie	9592	10189	10019	-1,6
Géorgie	5029	5424	4435	-18,2
Kazakhstan	14858	16690	14900	- 10,7
Kirghizstan	3593	4367	4900	12,2
Moldavie	3987	4362	3644	-16,4
Ouzbékistan	15765	20322	24500	20,5
Russie	138127	147665	146890	- 0,5
Tadjikistan	3901	5248	6100	16,2
Turkménistan	2827	3622	4800	32,5
Ukraine	49953	51557	49115	- 4,7

Source des données : Demoscope Weekly, <http://www.demoscope.ru/weekly/app/app4001.php>, consulté le 15.07.2020.

Ce décroissement de la population apparaît dans les discours politiques des pays touchés comme une crise nationale : **1)** en 2000 le Président de la Russie, Vladimir Poutine, déclare dans son discours au Parlement que la crise démographique représente « une menace pour la nation »¹ ; **2)** en 2008 le Président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko, dans son discours au Parlement, estime que la croissance de la population « est une question de vie et

1 « Discours au Parlement » du Président Vladimir Poutine le 08 juillet 2000, <https://tass.ru/politika/1609716>, consulté le 13.08.2019.

d'avenir pour l'État »² ; en 2012, le Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, définit la natalité basse et le vieillissement de la population comme « un défi mondial » et charge le gouvernement de « réformer la politique démographique »³.

Ce discours politique est soutenu dans le monde académique par certains démographes (voir Antonov (1999), Antonov & Sorokine (2000), Zakharova & Rybakovski (1997), Zakharova (1997), Rybakovski (2003), entre autres). Par exemple, Zakharova (1997, p.62) considère que la dépopulation représente « une menace réelle pour la sécurité nationale de la Russie ». Rybakovski (2003, p.138), constate quant à lui que la crise démographique entraîne inévitablement « une diminution de la puissance militaire et, par conséquent, un affaiblissement de l'influence politique de l'État sur la scène mondiale ». Enfin, Antonov (1999, p.85) défend que la dépopulation suscite non seulement un affaiblissement de la position géopolitique de la Russie, mais elle représente aussi « un facteur inévitable de destruction de l'intégrité territoriale de l'État ».

Alors que la dépopulation en Russie est le résultat d'une faible natalité et d'une mortalité particulièrement élevée, le gouvernement choisit de combattre la crise démographique principalement par des mesures visant à augmenter la natalité. Petcherskaïa (2013, p.327) avance l'hypothèse selon laquelle ce choix politique s'explique par le fait qu'à la différence des personnes âgées et des migrants, « les citoyens en âge de procréer représentent pour le gouvernement une ressource plus « prolifique » et « attrayante » en tant que force du travail et future population électorale ». En effet, le vieillissement de la population en Russie pose sur le moyen terme le problème du manque de main-d'œuvre et de l'alimentation du système des retraites. Toutefois, il dépasse le simple cadre de l'économie lorsque le vieillissement de la population et les effets qu'il implique sont présentés comme un danger pour la souveraineté du pays :

2 « Discours au Parlement » du Président Alexandre Loukachenko le 29 avril 2008, <https://pravo.by/document/?guid=3871&p0=P008p0001>, consulté le 13.08.2020.

3 « Discours au Parlement » du Président Noursoultan Nazarbaïev le 14 décembre 2012, https://www.akorda.kz/ru/addresses/addresses_of_president, consulté le 13.08.2020.

- (3) « Aujourd'hui, la part de la population jeune, active et capable de travailler de 20 à 40 ans en Russie est l'une des plus élevées des pays développés dans le monde. Mais déjà dans 20 ans, le nombre de ces catégories d'âge pourrait diminuer de moitié, si rien n'est fait, cette tendance se poursuivra [...]. La Russie deviendra pauvre, désespérément vieille (au sens littéral du terme) et incapable de préserver son indépendance et même son territoire ».

« Сегодня доля молодого, активного, трудоспособного населения России от 20 до 40 лет – одна из самых высоких в развитых странах мира. Но уже через 20 лет численность такой возрастной категории может сократиться в полтора раза, если ничего не делать, такая тенденция продолжится [...]. Россия превратится в бедную, безнадежно постаревшую по возрасту (в прямом смысле этого слова) и неспособную сохранить свою самостоятельность и даже свою территорию ».

Source : « Discours au Parlement » du Président de la Russie, Vladimir Poutine, le 12 décembre 2012, <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>, consulté le 15.07.2020.

L'incitation à la procréation qui apparaît dans les années 2000 remet en cause l'esprit de la politique familiale des années 1990 qui se caractérise par une non-intervention de l'État dans la sphère familiale (Chernova 2011). D'après Petcherskaïa (2013, p.95), il s'agit du passage d'une « politique libérale », où l'État joue un rôle minime, à une politique de « patronage de la sphère privée » où l'État définit explicitement une norme reproductive pour toutes les familles (d'abord deux, puis trois enfants par famille).

2. De la crise démographique à une crise de la famille

Au-delà de la baisse de la natalité au cours des années 1990, les changements démographiques en jeu incluent une diminution du nombre de mariages, la croissance des divorces et des unions libres, ainsi qu'un retard dans l'âge au mariage et à la maternité (Vichnevski 2008a, Zakharov 2015). Selon Kloupt (2010, p.61), il s'agit non seulement d'un changement des indicateurs démographiques, mais aussi d'une transformation dans le système

de valeurs qui, par conséquent, entraîne l'apparition de nouveaux modèles de comportement démographique.

Cette transformation de la famille dans les pays de la CEI s'inscrit dans un processus de modernisation connu sous le nom de « deuxième transition démographique »⁴ (Vichnevski 2005, p.3, Chernova 2010, p.23). Ce phénomène est le résultat d'un long processus observé dans tous les pays de l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale (Van de Kaa 1987). On observe les mêmes tendances socio-démographiques en Russie (4) mais un demi-siècle plus tard, au milieu des années 1990 (Blum 1994, Vichnevski 1999, Vichnevski et *al.* 2006, Zakharov 2012).

4 La théorie de la deuxième transition démographique fondée par Lesthaeghe et Van de Kaa (1987) décrit les mutations affectant le comportement familial, la structure des ménages et leur composition en Europe après la Seconde Guerre mondiale.

- (4) « Les changements dans les sphères familiale et matrimoniale en Russie au XX^{ème} siècle ont été étroitement liés à l'évolution des convictions idéologiques, de la position et de la politique de l'État, à des changements brutaux de la législation, et il pourrait sembler que toutes ces influences extérieures aient créé un modèle russo-soviétique absolument spécial de formation de la famille, qui ne ressemble pas au modèle « occidental », qui s'est développé dans d'autres conditions politiques et économiques. En fait, l'analyse de tous les paramètres disponibles du comportement familial et matrimonial montre que la Russie a toujours suivi la voie commune aux pays occidentaux, et toutes les tentatives d'influence juridique et autre sur ce comportement des Russes ne pourraient qu'accélérer légèrement ou, au contraire, ralentir ce mouvement. Il n'aurait pas pu en être autrement, car tous les changements se sont basés sur les mêmes conditions matérielles de vie, de travail et de vie quotidienne, qui sont typiques de toutes les sociétés industrielles et urbaines, d'un système de valeurs qui répond à ces conditions ».

« Изменения в сфере семьи и брака в России XX века тесно переплетались с меняющимися идеологическими поветриями, позицией и политикой государства, с резкими изменениями законодательства, и могло показаться, что все эти внешние влияния создавали совершенно особую российско-советскую модель формирования семьи, не похожую на соответствующую «западную» модель, складывавшуюся в иных политических и экономических условиях. На самом же деле, анализ всех доступных параметров семейного и matrimonialного поведения показывает, что Россия все время следовала по общему с западными странами пути, а все попытки законодательного и прочего воздействия на такое поведение россиян могли лишь несколько ускорить или, напротив, замедлить такое движение. Иначе не могло и быть, ибо в основе всех перемен лежат однотипные для всех промышленно-городских обществ материальные условия жизни, труда, быта, соответствующая этим условиям система ценностей ».

Source : Vichnevski et al. (2006, p.137)

Dans le discours politique, la baisse du nombre de mariages, la croissance des divorces et des unions libres apparaissent comme une crise de la famille et des valeurs familiales :

- (5) « Bien sûr, il y a beaucoup de problèmes dans le pays, mais peut-être qu'aucun d'entre eux ne menace de changer le visage de la nation autant que le problème de la famille. Malgré les mesures prises par l'État, l'institut de la famille est toujours en crise. Cette crise se manifeste par la baisse des indicateurs de mariage et de natalité, l'augmentation du nombre de divorces, de familles incomplètes, d'enfants abandonnés. Des processus sociaux durables sont apparus qui encouragent - idéologiquement, matériellement et spirituellement - un mode de vie hors de la famille ».

« В стране, конечно, много проблем, но пожалуй, ни одна из них не грозит так сильно изменить лицо нации, как проблема семьи. Несмотря на предпринимаемые государством меры институт семьи продолжает оставаться в кризисе. Этот кризис проявляется в снижении показателей брачности и рождаемости, в росте числа разводов, неполных семей, брошенных детей. Возникли устойчивые социальные процессы, которые поощряют – идеологически, материально и духовно – внесемейный образ жизни ».

Source : Discours de Nikolai Levitchev, député du parti « Russie juste » lors des auditions parlementaires le 5 octobre 2009 sur le thème « Le bien-être de la famille russe : problèmes législatifs et moyens de les résoudre », <https://spravedlivo.ru/3082710>, consulté le 15.07.2020.

Comme la crise démographique, cette seconde crise est présentée dans le discours politique comme une menace pour la nation :

- (6) « [...] au début du XXI^{ème} siècle, nous avons été confrontés à une véritable crise démographique et de valeurs. Et si une nation est incapable de se sauver et de se reproduire, si elle perd ses références de vie et ses idéaux, elle n'a pas besoin d'un ennemi extérieur, tout s'écroulera de lui-même ».

« [...] в начале XXI века мы столкнулись с настоящей демографической и ценностной катастрофой, с настоящим демографическим и ценностным кризисом. А если нация не способна себя сберечь и воспроизводить, если она утрачивает жизненные ориентиры и идеалы, ей и внешний враг не нужен, всё и так развалится само по себе ».

Source : « Discours au Parlement » du Président de la Russie, Vladimir Poutine, le 12 décembre 2012, <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>, consulté le 15.07.2020.

Ce discours politique évolue, d'alarmiste et abstrait dans les années 2000 (« survie de la nation », « sécurité nationale »), il se focalise dans les années 2010 sur la valorisation d'un modèle familial composé d'un couple hétérosexuel marié, non divorcé, et de leurs enfants (voir la Partie 1, chapitre 5). Les familles qui ne correspondent pas à ce modèle (monoparentales, recomposées, unions libres) sont alors présentées comme « incomplètes » (Chpakovskaïa 2012), voire « dysfonctionnelles » (Lovtsova 2003, p.325). Selon Jourjenko (2013), la valorisation d'un couple hétérosexuel marié avec enfants est considéré par les défenseurs de ce modèle comme un retour « à l'ordre naturel qui a été détruit par les politiques communistes de destruction de la famille ».

Il est également possible d'avancer l'hypothèse selon laquelle la valorisation de la famille fondée sur le mariage hétérosexuel et la fécondité se fait en opposition à l'Occident où le mariage homosexuel est progressivement légalisé dans la majorité des pays-membres de l'Union européenne⁵. En 2013, Président russe Vladimir Poutine déclare lors du sommet de *Valdaï*⁶ que la Russie, contrairement aux pays occidentaux, protège les valeurs *traditionnelles* de son pays et se positionne ainsi contre les unions du même sexe (7). En 2020, le mariage hétérosexuel est intégré dans la nouvelle « Constitution de la Fédération de Russie » du 4 juillet 2020.

5 En 2017, 16 pays européens reconnaissent le mariage homosexuel (les Pays-Bas (depuis 2001), la Belgique (en 2003), l'Espagne (en 2005), la Norvège et la Suède (en 2009), le Portugal et l'Islande (en 2010), le Danemark (en 2012), la France (en 2013), la Grande-Bretagne (en 2013-2014), le Luxembourg et l'Irlande (en 2015), le Finlande, la Malte et l'Allemagne (en 2017) et l'Autriche (en 2019). Source : Duffau C. & Batiéry A. « Quels pays autorisent le mariage homosexuel en Europe ? » in *Le Figaro*, 30.06.2014. <https://www.lefigaro.fr/international/2017/06/30/01003-20170630ARTFIG00001-quels-pays-autorisent-le-mariage-homosexuel-en-europe.php>, consulté le 04.09.2020.

6 Le club de discussion *Valdaï* (en russe: *Meždunarodnyj diskussionnyj klub « Valdaj »*) créé en 2004 à Novgorod représente un forum international annuel qui vise à rassembler des experts divers. L'un des principaux objectifs du club annoncé sur le site officiel est de « consolider l'élite intellectuelle mondiale afin de développer des solutions pour surmonter les crises du système mondial ». Plus de 1 000 représentants de la communauté scientifique internationale de 71 pays ont participé aux travaux du club depuis sa création. Le Président russe Vladimir Poutine rencontre régulièrement les participants lors des réunions annuelles du club depuis sa création. Source : site officiel du club *Valdaï*, <https://ru.valdaiclub.com/>, consulté le 04.09.2020.

- (7) « Nous pouvons voir comment de nombreux pays euro-atlantiques se sont éloignés de leurs racines, dont les valeurs chrétiennes, qui constituent la base de la civilisation occidentale. Ils nient les principes moraux et toute identité traditionnelle : nationale, culturelle, religieuse ou même sexuelle. Ils mettent en place des politiques qui mettent à égalité des familles nombreuses et des familles homoparentales, la foi en Dieu et la foi en Satan [...]. Je suis convaincu qu'il s'agit là d'une voie directe vers la dégradation et le primitivisme aboutissant à une profonde crise démographique et morale. Quoi d'autre que la perte de la capacité à se reproduire indique cette crise morale ? Aujourd'hui, presque aucun pays développé n'est capable d'assurer le renouvellement de sa population, même avec l'aide des flux migratoires ».

« Мы видим, как многие евроатлантические страны фактически пошли по пути отказа от своих корней, в том числе и от христианских ценностей, составляющих основу западной цивилизации. Отрицаются нравственные начала и любая традиционная идентичность: национальная, культурная, религиозная или даже половая. Проводится политика, ставящая на один уровень многодетную семью и однополое партнерство, веру в бога или веру в сатану [...]. Убежден, это прямой путь к деградации и примитивизации, глубокому демографическому и нравственному кризису. Что еще может быть большим свидетельством морального кризиса человеческого социума, как не утрата способности к самовоспроизводству. А сегодня практически все развитые страны уже не могут воспроизводить себя, причем даже с помощью миграции ».

Source : « Discours au Parlement » du Président de la Russie, Vladimir Poutine, le 19 septembre 2013 lors du sommet de Valdäi, <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>, consulté le 15.07.2020.

Selon Radvanyi & Laruelle (2016, p.204), ce positionnement de la Russie « lui permet de se construire une nouvelle image internationale, celle de héraut des valeurs conservatrices, dernière protectrice de l'héritage chrétien de l'Europe ». L'État cherche alors à renverser les tendances démographiques en introduisant de nouvelles mesures visant à promouvoir un modèle de la famille fondé sur les valeurs définies comme *traditionnelles* telles que le mariage hétérosexuel et la fécondité.

3. L'émergence d'une nouvelle politique familiale

Le gouvernement russe introduit en 2007 la « Conception de la politique démographique à l'horizon 2025 » (approuvée par l'Arrêté présidentiel n°1351 du 09 octobre 2007) qui prévoit de stabiliser la population autour de 142-143 millions pour l'année 2015, puis d'atteindre 145 millions en 2025. La volonté d'inverser la dynamique démographique apparaît également dans la documentation officielle des autres ex-pays de l'URSS. Par exemple : **1)** le gouvernement de Biélorussie introduit en 2011 le « Programme national de sécurité démographique de la République de Biélorussie pour 2011-2015 » (approuvé par le Décret présidentiel n°357 du 11 août 2011) dont l'objectif est de stabiliser la population autour de 9,44 – 9,45 millions ; **2)** le gouvernement arménien approuve le 2 juillet 2009 la « Stratégie de politique démographique pour 2009 – 2035 » visant à développer la croissance démographique du pays ; ou encore **3)** le gouvernement du Kirghizistan adopte en 2000 la « Conception de la politique démographique et migratoire de la République du Kirghizistan » (approuvée par le Décret présidentiel n°102 le 28 avril 2000) établissant les conditions nécessaires à la création d'une situation démographique favorable.

Pour augmenter la population, le gouvernement russe incite les femmes à procréer en mettant en place le programme intitulé « capital maternel » qui n'a d'analogue dans aucun pays européen. Le capital maternel représente une allocation ponctuelle d'un montant élevé d'environ 8 000 euros, accordé à *toutes* les femmes déjà mères et accouchant d'un nouvel enfant. Le point particulier de ce dispositif est que la somme allouée ne peut être utilisée que sous des conditions bien précises prévues par la loi (voir la Partie 2, chapitre 8). Parmi les utilisations possibles, l'amélioration des conditions de logement (achat, construction, agrandissement) est choisie par 95% des bénéficiaires (« Rapport du Fonds de pension » 2018).

Dans cette nouvelle politique familiale, les femmes ont une place centrale (8). Les mères sont par exemple les principales bénéficiaires du capital maternel, alors que les pères en sont quasiment exclus (Borozdina et *al.* 2012, p.110).

(8)

L’AFFICHE PUBLICITAIRE DANS LE MÉTRO DE MOSCOU



« Le pays a besoin de vos records.
En Russie, il y a trois naissances chaque minute ».

Source : L’affiche est disponible à l’adresse suivante: <https://antibaba.ru/pic/141.jpg>, consulté le 07.07.2020.

L’étude de la place des femmes dans les politiques familiales fait l’objet des analyses de Lovtsova (2003), de Zdravomyslova & Temkina (2003), de Chernova (2008, 2013a, 2013b, 2013c), de Petcherskaïa (2012). Chernova (2013a, p.57) et Lovtsova (2003, p.327) montrent que la politique familiale actuelle se fonde sur une répartition asymétrique des rôles entre les femmes et les hommes : l’homme est responsable du bien être économique de la famille et la femme de l’éducation des enfants. Selon Petcherskaïa (2012, p.328), cette répartition des rôles implique une responsabilité spécifique des femmes dans la résolution de la crise démographique :

- (9) « En approuvant la reproduction comme une mesure de la capacité nationale, les autorités semblent élever le « statut social » de la femme au rang « d'agent de l'État ». Mais en même temps, elles la rendent responsable de la « survie de la nation », ce qui implique la perception des femmes uniquement en tant que mères et la maternité comme leur destin naturel et prioritaire. La naissance des enfants est considérée non seulement comme le sens de la vie d'une femme, mais aussi comme sa responsabilité première [...]. Les enfants deviennent non pas un droit mais un devoir ».

« Утверждая репродукцию как меру национальной дееспособности, власть вроде бы повышает «социальный статус» женщины до «государственного агента». Но одновременно возлагает на нее основную ответственность за «выживание нации», что предполагает отождествление женщины с матерью, как естественного и, на данный момент, приоритетного ее предназначения. Рождение детей рассматривается не только как смысл жизни женщины, но и как главная женская обязанность [...]. Дети становятся не правом, а долгом ».

Source : Petcherskaïa (2012, p.328)

Cette responsabilisation des mères illustre un glissement de la stratégie démographique du niveau macroscopique (l'État permet aux familles de procréer) au niveau microscopique (l'État incite les familles à procréer). L'incitation à la procréation s'accompagne alors d'une valorisation de la « famille traditionnelle » (couple marié avec des enfants). Afin de propager ce modèle au sein de la population le gouvernement introduit de nouvelles fêtes, de nouvelles décorations et de nouveaux événements publics tels que des concours de la famille-modèle qui deviennent un nouveau composant de la politique familiale (voir la Partie 3, chapitre 10).

4. Problématique

Cette thèse s'inscrit dans deux champs de la sociologie : l'étude de la famille et celle des politiques familiales. Elle contribue aux études portant sur les mécanismes de formation des politiques familiales et sociales et l'impact de ces dernières sur la transformation de la famille poste-soviétique.

La formation des politiques familiales et sociales est notamment étudiée par Claude Martin, Julien Damon, Remi Lenoir, et Jacques Commaille. Ces derniers analysent le rôle des différents facteurs (ex. : économiques, démographiques, politico-institutionnels, religieux, entre autres) dans la formation des politiques familiales en France (voir Commaille et *al.* 2002, Martin 2001, 2010, 2011, 2018, Lenoir 2007) et en Europe (voir Damon 2006, 2008). En particulier, Martin (2001, p.65) met au jour le rôle que joue le facteur strictement politique dans les réformes de la politique familiale française. Or, les études portant sur l'évolution des politiques sociales et familiales russes, qui sont notamment représentées par les travaux de Cécile Lefèvre, Tatiana Gourko, Zhanna Chernova, Ekaterina Chpakovskaïa, Michele Rivkin-Fish, montrent que ces dernières, qui combinent les traits des modèles « libéral », « conservateur-corporatiste » et « sociale-démocrate » de la typologie d'Esping-Andersen (1995) dans les années 1990, intègrent progressivement une dimension nataliste dans les années 2000 (voir Rivkin-Fish 2010, Chernova 2011) puis « traditionaliste » dans les années 2010 (voir Chpakovskaïa 2012). Je montre en quoi la manière dont la crise démographique est présentée dans le discours politique détermine ces changements.

Le thème de la transformation de la famille post-soviétique est abordée par les travaux d'Alain Blum, de Cécile Lefèvre et de Lidia Prokofieva. Blum et Lefèvre (2006) montrent que la mise en union et la première naissance sont de plus en plus tardives après la chute de l'Union soviétique en raison de l'allongement des études, ce qui participe à la diminution de la natalité. Se pose alors la question de la capacité de la nouvelle politique familiale à inverser ou ralentir ces tendances. Cette efficacité de la politique familiale dans la résolution de la crise démographique fait l'objet de nombreux débats. On observe en effet une augmentation de la natalité dans les années 2000 que certains démographes (Arkhangelski et *al.* 2016, Rybakovski & Kojevnikova 2018) attribuent à l'introduction du capital maternel. Toutefois, Blum (2010), Slonimczyk & Yurko (2014) et Zakharov (2017) relativisent l'effet de cette mesure et voient dans cette évolution un rapprochement conjoncturel des naissances.

Outre la question du degré de réussite de cette politique familiale, se pose la question des mécanismes qu'elle entraîne. Il est difficile d'évaluer ceux-ci à partir de données exclusivement quantitatives, car seuls les effets attendus sont scrutés et les évolutions observées peuvent parfois être le résultat de causes multiples. L'approche qualitative sur

laquelle se base cette thèse permet au contraire d'identifier des mécanismes liés à la nouvelle politique familiale au niveau microscopique (le noyau familial), et d'expliquer ou d'émettre des conjectures sur certaines des tendances socio-démographiques observées au niveau macroscopique. Pour cela, je me base sur des entretiens recueillis sur le terrain dont l'analyse permet d'apporter des éléments de réponse à la question suivante :

(10)

PROBLÉMATIQUE

Quels mécanismes font apparaître les nouvelles mesures introduites dans les années 2000 et comment ces derniers influencent les dynamiques familiales ?

L'approche qualitative appliquée à l'étude de la nouvelle politique familiale est présente dans les travaux d'Ielena Zdravomyslova, d'Ielena Borozdina, d'Anna Temkina, et d'Ielena Vovk. Ces auteurs analysent les stratégies d'utilisation du capital maternel, mais ne mentionnent pas les effets de ces dernières sur les dynamiques familiales. Je montre qu'une enquête qualitative longitudinale permet à la fois d'observer ces dynamiques et leurs causes.

Ce travail repose sur trois hypothèses organisées en trois parties distinctes. Ma première hypothèse est que le discours alarmiste émergeant lors de la crise démographique des années 1990 amène progressivement la politique familiale à prendre une direction « traditionaliste ». Avec la chute de l'Union soviétique, la Russie entre dans une crise politique et économique qui se traduit par une diminution significative de sa population et un important appauvrissement des familles. Le gouvernement concentre alors ses ressources limitées en ciblant avant tout les familles vulnérables. La crise démographique amène ensuite le gouvernement à introduire dans les années 2000 des mesures natalistes pour inciter les femmes à la procréation. Puis, en assimilant dans les années 2010 la crise démographique à une crise de la famille, les acteurs politiques prennent le parti de promouvoir un modèle familial qualifié explicitement de « traditionnel » (couple hétérosexuel marié avec plusieurs enfants). Ce modèle, défini par des textes officiels, est proche de la représentation de la

famille portée par l'Église qui, depuis les années 2000, se positionne comme un acteur de la politique familiale en collaboration avec l'État.

Ma deuxième hypothèse est que les mesures introduites pour stimuler la natalité peuvent avoir un impact inattendu sur les dynamiques familiales par le truchement de l'amélioration des conditions de logement permise par le capital maternel. L'acquisition d'un logement par les femmes bénéficiaires du capital maternel renforce leur autonomie vis-à-vis de leur famille et de leur conjoint. Par ce moyen, certaines quittent le domicile parental ou demandent le divorce. Ces deux mécanismes affaiblissent *a priori* la cohésion au sein de la famille élargie et la famille nucléaire. Cet éclatement de la famille nucléaire que l'on observe dans certains entretiens remet en cause l'un des autres paramètres de la famille « traditionnelle » que sont le mariage hétérosexuel et la cohabitation intergénérationnelle.

Enfin, ma troisième hypothèse est que la promotion d'un modèle familial peut avoir un impact sur la représentation de la famille à défaut d'avoir un impact sur la structure de la famille. En effet, l'État et les autorités régionales cherchent, par le biais des concours de la famille-modèle, non seulement à inciter directement au mariage et à la procréation, mais aussi à former auprès de la population une nouvelle représentation de la famille fondée sur des valeurs présentées comme traditionnelles. La promotion de cet idéal passe par la médiatisation des familles-lauréates et leur accession à un statut spécifique (ex. : les *Ambassadeurs du bonheur familial* de l'oblast d'Oulianovsk). En s'engageant personnellement dans la réalisation de la politique familiale, ces familles-lauréates exercent une influence sur leurs proches et sur elles-mêmes. Ainsi, la famille « traditionnelle » devient non seulement une norme définie par le gouvernement et les autorités régionales, mais aussi une norme sociale intériorisée par la mise en place des concours.